

Tarif de référence stipulé dans Art.2 de l'arrêté ministériel du 16 décembre 2024 soit 0,187 € ht le caractère

Les annonceurs sont informés que, conformément au décret no 2012-1547 du 28 décembre 2012, les annonces légales portant sur les sociétés et fonds de commerce concernées et publiées dans les journaux d'annonces légales, sont obligatoirement mises en ligne dans une base de données numérique centrale, www.actulegales.fr.



Infogrefre.fr :
un accès direct
aux informations
des Greffes des Tribunaux
de Commerce

SOURCE OFFICIELLE
www.infogrefre.fr

Avis administratif

7398179601 - AA



Direction régionale des affaires culturelles de Normandie

Unité départementale de l'Architecture et du Patrimoine du Calvados

Création du périmètre délimité des abords (PDA) des vestiges de la chapelle Saint-Vincent, de la première travée du chœur de l'église Saint-Clair, et du château d'eau sur la commune d'Hérouville-Saint-Clair

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Le Préfet du Calvados a prescrit par arrêté n° 2025-14000-EP0001 en date du 25 février 2025 l'ouverture d'une enquête publique relative à la création du périmètre délimité des abords (PDA) des vestiges de la chapelle Saint-Vincent, de la première travée du chœur de l'église Saint-Clair, et du château d'eau sur la commune d'Hérouville-Saint-Clair.

L'enquête publique se déroulera en mairie d'Hérouville-Saint-Clair, du lundi 31 mars 2025 de 10 h 00 au mercredi 16 avril 2025 jusque 16 h 00, pour une durée de 17 jours consécutifs.

M. Jean-Claude THOMAS, cadre bancaire à la retraite, suppléé par M. Pierre FERAL, a été désigné en qualité de commissaire enquêteur par Mme la Présidente du Tribunal administratif de Caen.

Le dossier d'enquête détaillant le projet de création sera disponible pour consultation du public pendant toute la durée de l'enquête :

- en mairie d'Hérouville-Saint-Clair, sis 11, place François Mitterrand (14200), aux jours et heures habituels d'ouverture des locaux au public (du lundi au vendredi, de 9 h 00 à 12 h 00 et de 13 h 00 à 17 h 30, et les samedis de 9 h 00 à 11 h 45).

- Sur le site de préambule au lien suivant : <https://www.registre-dematerialise.fr/6060>

- Au moyen du point numérique pour les usagers dans le hall d'accueil de la mairie d'Hérouville-Saint-Clair

- Sur le site internet de l'UDAP du Calvados au lien suivant : www.udap.caen.fr > La Direction régionale des affaires culturelles (DRAC) de Normandie > Le pôle patrimoines et architecture > Les Unités départementales d'Architecture et du Patrimoine (UDAP) de Normandie > Unité départementale de l'architecture et du patrimoine (UDAP) du Calvados (14) > Enquête Publique - création d'un périmètre délimité des abords à Hérouville-Saint-Clair

- Sur le site internet de la commune d'Hérouville-Saint-Clair

- Le public pourra consigner ses observations :

- Sur le registre d'enquête à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur, en mairie d'Hérouville-Saint-Clair.

- sur le registre dématérialisé accessible à l'adresse : <https://www.registre-dematerialise.fr/6060>

- par écrit, adressées au commissaire enquêteur en mairie d'Hérouville-Saint-Clair, sis 11, place François Mitterrand (14200), ou à l'adresse mail suivante : udap.calvados@culture.gouv.fr

- Le commissaire enquêteur se tiendra à disposition du public, en mairie d'Hérouville-Saint-Clair, le :
 - Lundi 31 mars 2025 de 10 h 00 à 12 h 00 et le,

- Mercredi 16 avril de 14 h 00 à 16 h 00.

Le public pourra consulter le rapport unique et les conclusions motivées du commissaire enquêteur en mairie d'Hérouville-Saint-Clair, à la Préfecture du Calvados (UDAP du Calvados), aux jours et heures habituels d'ouverture, ainsi que sur le site internet de la DRAC et sur le registre dématérialisé pendant un an.

À l'issue de l'enquête publique, le commissaire enquêteur disposera d'un mois pour émettre ses conclusions. Le conseil municipal d'Hérouville-Saint-Clair ainsi que la communauté urbaine de Caen la Mer se prononceront par délibération sur un accord à la création du PDA, éventuellement modifié pour tenir compte des résultats de l'enquête publique. Le PDA sera rendu opposable, après accord du préfet de région et des mesures de publicité requises, à toutes les autorisations du droit des sols survenant sur le périmètre d'approbation, ainsi que son annexion au document d'urbanisme par la collectivité territoriale.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire général,
Stéphane SINAGOVA.

7399222201 - AA

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES CŒUR DE NACRE

Modification n° 2 du Plan local d'urbanisme de Bernières-sur-Mer

2ÈME AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Par arrêté du 10 mars 2025, le président de la Communauté de Communes Cœur de Nacre a prescrit l'ouverture d'une enquête publique sur le projet de modification n° 2 du Plan local d'urbanisme de Bernières-sur-Mer.

La Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAE) de Normandie a rendu un avis conforme, joint au dossier d'enquête. L'enquête publique se déroulera pour une durée de 31 jours consécutifs : du jeudi 3 avril 2025 à 9 h 30 au samedi 3 mai 2025 à 11 h 30 précises.

Le siège de l'enquête publique est fixé à la Communauté de Communes Cœur de Nacre, 7, rue de l'Église, 14440 Douvres-la-Délivrande.

Le projet de modification de droit commun n° 2 du PLU de Bernières-sur-Mer porte sur la mise en conformité du PLU suite à l'arrêt de la Cour administrative d'appel de Nantes 17 mars 2023 ainsi que l'ajustement de l'orientation d'aménagement et de programmation «Cœur de bourg».

La Communauté de Communes Cœur de Nacre est la personne publique responsable du projet de modification n° 2 du PLU de la commune de Bernières-sur-Mer.

Les coordonnées auxquelles des informations peuvent être demandées sont les suivantes :

- Communauté de Communes Cœur de Nacre, 7, rue de l'Église, 14440 Douvres-la-Délivrande ;

- Service Urbanisme de Cœur de Nacre : modifplu@coeurdenacre.fr ;

- M. Pierre FERAL a été désigné en qualité de commissaire enquêteur par Mme la Présidente du Tribunal administratif.

- Le commissaire enquêteur recevra à la mairie de Bernières-sur-Mer, 51, rue Hervé-Léguillon, 14990 Bernières-sur-Mer :

- le jeudi 3 avril, de 9 h 30 à 11 h 30 ;
- le mercredi 16 avril, de 14 h 00 à 16 h 00 ;

- le samedi 3 mai, de 9 h 30 à 11 h 30 ;

- Le dossier d'enquête au format papier est consultable au siège de l'enquête publique et à la mairie de Bernières-sur-Mer, aux jours et heures habituels d'ouverture au public, ainsi qu'en format

numérique via la mise à disposition d'un poste informatique à la mairie Bernières-sur-Mer.

De même, un registre d'enquête à feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur, sera tenu à la disposition du public aux jours et heures habituels d'ouverture de la Communauté de Communes Cœur de Nacre et de la mairie de Bernières-sur-Mer, ainsi que pendant les permanences du commissaire enquêteur.

Le dossier d'enquête est également consultable en format numérique sur les sites internet de la Communauté de Communes de Cœur de Nacre et de la mairie de Bernières-sur-Mer.

Chacun pourra prendre connaissance du dossier d'enquête publique et consigner éventuellement ses observations sur les registres d'enquête.

Le public pourra également adresser ses observations par courrier à M. le Commissaire Enquêteur à l'adresse suivante : Mairie de Bernières-sur-Mer, 51, rue Hervé-Léguillon, 14990 Bernières-sur-Mer.

Le public pourra déposer ses observations par voie électronique, durant la période d'enquête, à l'adresse mail suivante : modifplu@coeurdenacre.fr

Les observations et propositions du public transmises par voie postale, ainsi que les observations écrites reçues par le commissaire enquêteur seront consultables au siège des permanences de l'enquête publique, mairie de Bernières.

À l'issue de l'enquête publique, le PLU de la commune de Bernières-sur-Mer, éventuellement modifié pour tenir compte des résultats de l'enquête, sera approuvé par délibération du conseil communautaire de Cœur de Nacre.

7401644401 - AA

COMMUNAUTÉ URBAINE CAEN LA MER

Modification n° 2 du Plan local d'urbanisme de Cuverville

1ER AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Par arrêté N°A-2025-025, le président de la Communauté urbaine Caen la Mer ordonne l'ouverture de l'enquête publique relative à la modification n° 2 du Plan local d'urbanisme de Cuverville.

L'enquête publique se tiendra du mardi 22 avril 2025 (à partir de 14 h 00) au vendredi 23 mai 2025 (jusqu'à 16 h 00). La mairie de Cuverville est désignée comme siège de cette enquête publique.

Le dossier d'enquête, en version papier, contenant les pièces du projet de modification du PLU, ainsi que les éléments imposés au titre de l'article R.123-8 du code de l'environnement, sera tenu à la disposition du public à la mairie de Cuverville et au siège de la Communauté urbaine Caen la Mer pendant toute la période de l'enquête publique, aux jours et heures d'ouverture au public des établissements mentionnées ci-dessous. Le dossier pourra en outre être consulté sur un poste informatique en mairie de Cuverville et au siège de la Communauté urbaine.

Mairie de Cuverville, place André-Schoëffler, 14840 Cuverville :

- lundi : 14 h 00 - 18 h 30
- mardi : 14h00 - 17 h 30
- mercredi : 9 h 00 - 12 h 00
- jeudi : Fermée
- vendredi : 14 h 00 - 17 h 30
- samedi : fermée

Siège de la Communauté urbaine Caen la mer, 16, rue Rosa-Parks, 14000 Caen :

- du lundi au jeudi de 8 h 30 à 17 h 30
- le vendredi de 8 h 30 à 16 h 30

Toute personne pourra sur sa demande et à ses frais obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de la Communauté urbaine Caen la mer.

Le dossier d'enquête sera également consultable sur le site internet du registre dématérialisé à l'adresse suivante : <https://www.registre-dematerialise.fr/6134>

Pendant toute la durée de l'enquête, le public pourra formuler ses observations et propositions dans les conditions suivantes :

- Par écrit, un registre d'enquête à feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur sera ouvert et tenu à la disposition du public pendant toute la durée de l'enquête à la mairie de Cuverville et à l'hôtel de la Communauté urbaine Caen la mer.

- Par voie électronique, sur le registre numérique dématérialisé à l'adresse suivante :

- <https://www.registre-dematerialise.fr/6134>

- Par mail, à l'adresse suivante : enquete-publicite-6134@registre-dematerialise.fr

- Par voie postale, à l'attention du commissaire enquêteur pour modification du PLU, sous pli cacheté, au siège

de l'enquête publique : mairie de Cuverville, place André-Schoëffler, 14840 Cuverville.

Ces observations doivent parvenir au commissaire enquêteur au plus tard vendredi 23 mai 2025 à 16 h 00.

M. Dominique PACORY a été désigné commissaire enquêteur par M. le Président du Tribunal administratif de Caen. Il recevra à la mairie de Cuverville les observations orales et écrites des intéressés le :

- mardi 22 avril 2025, de 14 h 00 à 17 h 00

- lundi 5 mai 2025, de 14 h 00 à 17 h 00

- vendredi 23 mai 2025, de 14 h 00 à 16 h 00

À l'expiration du délai de l'enquête, le registre sera clos par le commissaire enquêteur qui disposera d'un délai d'un mois pour transmettre à M. le Président de la Communauté urbaine et à Mme la Présidente du Tribunal administratif son rapport, ses conclusions motivées et son avis.

La copie du rapport, accompagné des conclusions et de l'avis du commissaire enquêteur sera adressée par l'autorité compétente au maire de Cuverville et au préfet du Département du Calvados. Le public pourra les consulter à la mairie de Cuverville (Mairie de Cuverville, place André-Schoëffler, 14840 Cuverville) et au siège de la Communauté urbaine Caen la mer (16, rue Rosa-Parks, CS 52700, 14 027 Caen Cedex 9) aux jours et heures habituels d'ouverture ainsi que sur les sites internet des deux collectivités pendant 1 an.

La procédure de modification du Plan local d'urbanisme n'a pas nécessité d'évaluation environnementale en application des articles L.104-1 et suivants du code de l'urbanisme. Les informations environnementales sont consultables dans le dossier soumis à l'enquête publique.

La personne responsable du projet auprès de laquelle des informations peuvent être demandées est le président de la Communauté urbaine Caen la mer. Des informations peuvent également être demandées au maire de Cuverville.

À l'issue de l'enquête publique, le PLU, éventuellement modifié pour tenir compte des résultats de l'enquête, pourra être approuvé par le Conseil communautaire.

Tribunal

7401691101 - TCC

Tribunal de Commerce de CAEN

Jugement en date du 26 mars 2025

Redressement judiciaire

SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE AGENCE DE LA CONFORMITÉ DE L'HABITAT, 4, avenue de la Voie-au-Coq, 14760 Bretteville-sur-Odon. RCS greffe de Caen 952 971 059. Activité : travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 26 septembre 2023, désignant mandataire judiciaire Me Alain LIZÉ 11, place de la Résistance, 14018 Caen Cedex 2. Les créances sont à adresser, dans les deux mois de la publication Bodacc, auprès du mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du Code de commerce.

7401692101 - TCC

Tribunal de Commerce de CAEN

Jugement en date du 26 mars 2025

Redressement judiciaire

SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE TERRE ET MER, 4, avenue Alfred-Piat, 14390 Cabourg. RCS greffe de Caen 440 160 497. Activité : hôtels et hébergement similaire. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 24 mars 2025, désignant administrateur Selarl TRAJECTOIRE, prise en la personne de Me ELLERT 8, place Gardin, résidence Duc-Guillaume, 14000 Caen avec les pouvoirs : d'assister le débiteur pour tous les actes relatifs à la gestion, mandataire judiciaire Me Judith DOUTRESSOLLE 77, rue de Bernières, 14000 Caen. Les créances sont à adresser, dans les deux mois de la publication Bodacc, auprès du mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du Code de commerce.

7401691201 - TCC

Tribunal de Commerce de CAEN

Jugement en date du 26 mars 2025

Liquidation judiciaire

SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE TRANSPORTS DAMIEN PORROT, 48, rue du Village Clinchamps-sur-Orne, 14320 Laize-Clinchamps. RCS Greffe de Caen 844 565 473. Activité : transports routiers de fret de proximité. Jugement prononçant la liquidation judiciaire désignant liquidateur Maître Alain LIZÉ - 11, place de la Résistance, 14018 Caen cedex 2.

7401691401 - TCC

Tribunal de Commerce de CAEN

Jugement en date du 26 mars 2025

Redressement judiciaire

SOCIÉTÉ À RESPONSABILITÉ LIMITÉE SARL 2FDV, 18, place de la Justice, 14000 Caen. RCS Greffe de Caen 503 969 800. Activité : boulangerie et boulangerie-pâtisserie. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 26 septembre 2023, désignant mandataire judiciaire Maître Judith DOUTRESSOLLE, 77, rue de Bernières, 14000 Caen. Les créances sont à adresser, dans les deux mois de la publication Bodacc, auprès du mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du Code de commerce.

7401691001 - TCC

Tribunal de Commerce de CAEN

Jugement en date du 26 mars 2025

Redressement judiciaire

SOCIÉTÉ À RESPONSABILITÉ LIMITÉE LW ISOLATION, 7, rue du Poirier, 14650 Carpiquet. RCS greffe de Caen 953 550 951. Activité : travaux de plâtrerie. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 26 septembre 2023, désignant mandataire judiciaire Me Alain LIZÉ 11, place de la Résistance, 14018 Caen Cedex 2. Les créances sont à adresser, dans les deux mois de la publication Bodacc, auprès du mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du Code de commerce.

7401691901 - TCC

Tribunal de Commerce de CAEN

Jugement en date du 26 mars 2025

Redressement judiciaire

SOCIÉTÉ CIVILE IMMOBILIÈRE SCI OBJECTIF 2020, 4, avenue Piat, 14390 Cabourg. RCS greffe de Caen 440 275 030. Activité : location de terrains et d'autres biens immobiliers. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 24 mars 2025, désignant administrateur Selarl TRAJECTOIRE, prise en la personne de Me ELLERT 8, place Gardin, résidence Duc-Guillaume, 14000 Caen avec les pouvoirs : d'assister le débiteur pour tous les actes relatifs à la gestion, mandataire judiciaire Me Judith DOUTRESSOLLE 77, rue de Bernières, 14000 Caen. Les créances sont à adresser, dans les deux mois de la publication Bodacc, auprès du mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du Code de commerce.

7401692301 - TCC

Tribunal de Commerce de CAEN

Jugement en date du 26 mars 2025

Redressement judiciaire

SOCIÉTÉ À RESPONSABILITÉ LIMITÉE HUGISAR, 4, avenue Alfred-Piat, 14390 Cabourg. RCS greffe de Caen 499 938 223. Activité : activités des sociétés holding. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 24 mars 2025, désignant administrateur Selarl TRAJECTOIRE, prise en la personne de Me ELLERT 8, place Gardin, résidence Duc-Guillaume, 14000 Caen avec les pouvoirs : d'assister le débiteur pour tous les actes relatifs à la gestion, mandataire judiciaire Me Judith DOUTRESSOLLE 77, rue de Bernières, 14000 Caen. Les créances sont à adresser, dans les deux mois de la publication Bodacc, auprès du mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du Code de commerce.

7401692201 - TCC

Tribunal de Commerce de CAEN

Jugement en date du 26 mars 2025

Liquidation judiciaire

SOCIÉTÉ À RESPONSABILITÉ LIMITÉE TIHYA, 77-79, rue Saint-Martin, 14000 Caen. RCS Greffe de Caen 821 971 371. Activité : soins de beauté. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 26 septembre 2023, désignant liquidateur Maître Alain LIZÉ 11, place de la Résistance, 14018 Caen cedex 2. Les créances sont à adresser, dans les deux mois de la publication Bodacc, auprès du liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du code de commerce.

7401692001 - TCC

Tribunal de Commerce de CAEN

Jugement en date du 26 mars 2025

Clôture pour insuffisance d'actif

BAUDARD JEAN-PIERRE, rue Charles-Benoist, 14470 Courseulles-sur-Mer. Activité : sans activité. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

7401692401 - TCC

Tribunal de Commerce de CAEN

Jugement en date du 26 mars 2025

Liquidation judiciaire

SOCIÉTÉ À RESPONSABILITÉ LIMITÉE FRANCE DISTRIBUTION, 15, rue Augustin-Riffault, zone artisanale, 14540 Soliers. RCS greffe de Caen 380 651 745. Activité : fabrication d'autres machines d'usage général. Jugement prononçant la liquidation judiciaire désignant liquidateur Me Alain LIZÉ 11, place de la Résistance, 14018 Caen Cedex 2.

7401692501 - TCC

Tribunal de Commerce de CAEN

Jugement en date du 26 mars 2025

Redressement judiciaire

SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE ÇA CHAUFFE POUR VOUS, 1, rue Henri Spriet, 14120 Mondeville. RCS Greffe de Caen 979 243 383. Activité : commerce de gros (commerce interentreprises) de fournitures pour la plomberie et le chauffage. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 1er octobre 2023, désignant mandataire judiciaire Maître Judith DOUTRESSOLLE, 77, rue de Bernières, 14000 Caen. Les créances sont à adresser, dans les deux mois de la publication Bodacc, auprès du mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du Code de commerce.

7401691601 - TCC

Tribunal de Commerce de CAEN

Jugement en date du 26 mars 2025

Redressement judiciaire

SOCIÉTÉ À RESPONSABILITÉ LIMITÉE HUGISAR, 4, avenue Alfred-Piat, 14390 Cabourg. RCS greffe de Caen 499 938 223. Activité : activités des sociétés holding. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 24 mars 2025, désignant administrateur Selarl TRAJECTOIRE, prise en la personne de Me ELLERT 8, place Gardin, résidence Duc-Guillaume, 14000 Caen avec les pouvoirs : d'assister le débiteur pour tous les actes relatifs à la gestion, mandataire judiciaire Me Judith DOUTRESSOLLE 77, rue de Bernières, 14000 Caen. Les créances sont à adresser, dans les deux mois de la publication Bodacc, auprès du mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du Code de commerce.